

Le rôle des universités dans la construction de l'économie solidaire : le cas de l'incubateur de l'Université Fédérale Rurale de Pernambuco à Recife – Pernambuco – Brésil

Ana Dubeux¹

Résumé

A partir des années 80, le Brésil inaugurait une nouvelle étape vers la consolidation de la démocratie politique qui fut accompagnée d'un fort processus de crise économique qui, à son tour, provoqua l'exclusion de milliers de brésiliens et brésiliennes du marché formel du travail. Dans les années 90, les pratiques d'économie solidaire se multiplient, s'articulent peu à peu avec des politiques publiques et reçoivent l'appui de plusieurs types d'institutions, parmi celles-ci, l'université. Dans cet article nous analyserons le rôle de l'université dans ce processus, à travers le travail de l'incubateur technologique de coopératives populaires de l'Université Fédérale Rurale de Pernambuco (UFRPE) à Recife – Pernambuco – Brésil. Les incubateurs - aujourd'hui plus de 70 au Brésil - représentent un important locus de recherche-action sur l'économie solidaire et semblent inaugurer une nouvelle époque pour les universités brésiliennes à partir de la construction d'un nouveau champ théorique, notamment tourné vers la construction de technologies sociales, s'appuyant sur les pratiques de l'économie solidaire au Brésil. Nous traiterons donc dans ce texte de l'historique de l'expérience, de la méthodologie et des résultats que nous avons pus réunir après 10 ans de travail à l'incubateur de l'UFRPE. Cet article cherchera finalement à conclure que les universités sont aujourd'hui un important acteur dans la construction de l'économie solidaire au Brésil, tout en mettant en évidence l'importance de leur rôle.

Abstract

Starting from the 1980's, Brazil started a new era towards the consolidation of political democracy; this new era, however, occurred during a heavy economic crisis which left million of Brazilians out of the formal job market. During the 1990's, practices of 'Solidarity Based Economy' multiplied and also got connected to public policies, receiving support from different type of institutions including Universities. In this paper the role of the University in this process is reviewed by analyzing the activities of the Technological Incubators of Popular Co-operatives (TIPC) of Universidade Federal Rural de Pernambuco (UFRPE), located in Recife, PE, Brazil. These incubators, today more than 70 unities in Brazil, represent an important site of research-action on this thematic of 'solidarity based economy'. It seems that these organizations are starting a new era for the Brazilian Universities by building a new theoretical field faced to the development of social technologies and having as a support the practices of 'solidarity based economy'. In this article we will review the historic of this experience, the methods, and the obtained results after almost 10 years of work at the UFRPE TIPC. This review will also show evidences that the Universities are a major component in the development of the 'solidarity based economy' in Brazil.

1) Université et Economie Solidaire, le Contexte

Le XX^{ème} siècle, spécialement les années 80, a été marqué par une série de changements profonds dans le mode de production capitaliste. Le phénomène de la mondialisation démarre tout un ensemble de transformations structurelles qui provoquent des changements dans le rapport des travailleurs avec l'Etat, le marché et la société civile organisée.

¹ Ana Dubeux est professeur à l'Université Fédérale Rurale de Pernambuco à Recife. Courriel : ana_dubeux@hotmail.com

En ce qui concerne le rapport avec l'Etat, il faut dire que celui-ci prend forme au Brésil de façon très clientéliste et paternaliste et les résultats de ce processus sont visibles dans le format des politiques publiques mises en place. Il faut reconnaître qu'il y a bien un mouvement dans la direction de la démocratisation de l'Etat et de son mode d'actuation. Cependant, il y a aussi plusieurs administrations publiques qui augmentent les mesures compensatoires au lieu de développer des politiques liées aux conquêtes historiques des travailleurs et, surtout, de promouvoir leur autonomie du mode de production capitaliste et aussi leur insertion sociale et économique.

Ce processus tardif de modernisation économique ne se fait pas sans conséquences et contraint le pays à contracter une dette extérieure pour se développer, ce qui a pour effet d'accentuer sa condition de subordination envers les pays développés. Ainsi, aujourd'hui, pour faire face au processus de mondialisation de l'économie, le pays subit l'ingérence de ces bailleurs de fond internationaux qui imposent des règles à la formulation des politiques économiques.

Toutes ces transformations ont un grand impact sur la vie du travailleur brésilien qui a été obligé de passer, en très peu de temps, de la condition de paysan à la condition « d'ouvrier globalisé », sans pour autant avoir accès aux services sociaux de santé, d'éducation, de transports etc., services plus ou moins assurés dans les pays d'Europe. Cela génère donc, pour une grande partie de la population brésilienne, un fort processus d'exclusion économique qui prend différentes formes et s'aggrave encore plus à la fin du siècle.

Le siècle débuta avec la reconfiguration de l'organisation sociale par la naissance d'une classe ouvrière. Mais ce qui saute aux yeux lors d'une vue panoramique sur ce siècle, c'est que les transformations politico-économiques provoquent aussi un processus de grande exclusion sociale. La société brésilienne peut être considérée comme une société où coexistent les extrêmes, entre ceux qui peuvent être considérés économiquement inclus et ceux qui vivent dans une condition de marginalité et misère sociale : les exclus. Les contraintes économiques décrites créent donc des « citoyens » de deuxième catégorie qui, de par leur nombre, ont une force qui peut amener le pays aussi bien au chaos social qu'à des transformations profondes. Le Brésil est aujourd'hui à mi-chemin entre ces deux situations, et seule une ample articulation entre politique, économie et société, orientée vers la construction d'un projet plus égalitaire et juste, pourra peut-être faire sortir le pays de la crise.

Ce que nous mettons en évidence dans notre travail va justement dans la direction de la construction d'un projet de cette nature car, à partir de la moitié des années 80, une réaction en chaîne mise en place par les travailleurs brésiliens configure un mouvement qui s'organise autour de l'économie solidaire, qui leur permet de trouver ce chemin vers la condition de citoyenneté. Plusieurs initiatives économiques de cette nature sont créées par les travailleurs, en ville et à la campagne, à travers des coopératives, des groupes informels de production, des entreprises

autogérées, soutenus dans la majorité des cas par un réseau composé d'ONG, de membres de l'église, des mouvements syndicaux et notamment d'universités. Cette pluralité d'acteurs fait que l'économie solidaire, articulation des sphères marchandes, non-marchandes et non-monétaires de l'économie, prenne des formes différentes par rapport aux pays développés.

Quelques initiatives originaires de politiques universitaires sont basées sur une conception plus large des rapports entre l'université et la société. Dans ce contexte, il est nécessaire que l'université, avec tout l'appareil structurel et scientifique dont elle dispose, ouvre ses espaces et ses portes pour qu'un échange effectif et diversifié ait lieu avec les autres segments de la société, non seulement afin d'échanger des connaissances, mais aussi pour exercer sa fonction première: la production du savoir. Selon Kwasaki (1997, p. 12), il est nécessaire que les universités développent des projets intégrés de recherche et d'enseignement qui puissent répondre aux besoins dans des domaines économiques et sociaux.

Les politiques universitaires de production de science et technologie semble ne pas avoir beaucoup d'enracinement sociale, surtout pour la population en situation d'exclusion. L'université se voit donc obligée de sortir de ses murs, de ses cabinets, pour aller vers la société, dans le processus de la construction et de la démocratisation d'un nouveau type de savoir et, par conséquence, de pouvoir.

Un autre aspect à souligner, c'est que l'idée de l'université, telle que nous la concevons aujourd'hui, fait partie intégrante du paradigme de la modernité. « *Les multiples crises des universités sont des affleurements de la crise du paradigme de la modernité et c'est pour cela qu'elles ne peuvent être résolues que dans le contexte de la résolution de celle-ci* ». [Santos, 1997, p. 223] Et, en supposant que le projet de modernité ait atteint ses limites, en conséquence le projet d'université construit lui aussi les aura atteintes. De ce constat s'impose pour les universités le besoin de « (...) *repenser ses fonctions traditionnelles et de découvrir en son sein quelles sont les nouvelles pratiques qui conduisent à la rupture et à la transition paradigmatique, c'est-à-dire, à un nouveau niveau, dans lequel l'innovation aura un rôle propulseur.* » [Braga et al., 1997, p. 27]

La phase de transition paradigmatique de la science moderne vers une science post-moderne, et de la modernité vers la post-modernité présuppose donc des ruptures. Dans ce sens, Santos (1997, p. 224) affirme que : « *à l'université, il est difficile d'instaurer ce compromis en réunissant les citoyens et les universitaires dans d'authentiques communautés interprétatives, qui puissent surmonter les interactions usuelles dans lesquelles ils sont toujours forcés de renoncer à l'interprétation de la réalité sociale qui est la leur* ».

Le propulseur des ruptures se situe dans le déclenchement de discussions transdisciplinaires sur la crise de paradigmes, sur la période de transition dans laquelle ils se trouvent et sur les possibles profils qui se dessinent pour l'avenir. De tels débats, qui doivent naître à l'intérieur de

chaque université, tout en stimulant la formation de nouveaux concepts, doivent être largement divulgués pour qu'ils puissent servir de point de départ à de nouvelles discussions encore plus élargies. La mise en cause des bases épistémologiques qui sont en vigueur aujourd'hui, implique peu à peu des innovations qui, même si elles ne constituent pas de changements globaux, signifieront des changements localisés aux différents niveaux de réflexion.

C'est cette réflexion qui donne l'origine, à partir de 1995, aux Incubateurs Technologiques de Coopératives Populaires – ITCPs – au Brésil. La création des ITCPs est aussi liée à un plus grand compromis des universités avec les mouvements sociaux tournés vers le combat contre la misère, la faim et la pauvreté. Les incubateurs sont des environnements privilégiés d'intégration entre la recherche, enseignement et « l'extensão »² universitaires, dont le principal rôle est la construction du savoir, la formation d'une nouvelle génération de professionnels capables d'exercer un nouveau type de leadership et le développement de méthodologies d'appui à des dynamiques économiques solidaires innovatrices.

Les incubateurs brésiliens s'organisent donc aujourd'hui dans deux réseaux universitaires. Le premier est le réseau d'ITCPS auquel 40 universités participent au travers de leur incubateur respectif. Et le deuxième est le réseau UNITRABALHO qui réuni également plus de 30 universités.

Dans le contexte de création des incubateurs, il faut souligner l'initiative du gouvernement fédéral de créer le Programme National d'Incubateurs Technologique de Coopératives Populaires - PRONINC. Le PRONINC se met en place à partir de 1998 en aidant au démarrage des ITCPs dans 6 universités brésiliennes. Le justificatif de la configuration ce nouveau programme à ce moment précis est ancré dans l'expérience innovatrice de l'ITCP – COPPE – UFRJ à partir de la méthodologie d'incubation de la COOTRAM (Coopérative des travailleurs de Manguinhos) à Rio de Janeiro, la première coopérative populaire accompagnée au Brésil. Au cours de cette première phase du programme, 6 universités ont été appuyées. En plus de l'ITCP – COPPE, le PRONINC a aussi répondu aux demandes de démarrage de nouveaux incubateurs dans les universités qui suivent : Université Fédérale du Ceará, Université Fédérale de Juiz de Fora, Université de São Paulo, Université de l'Etat de Bahia e Université Fédérale Rurale de Pernambouc.

Après ce premier appel d'offre, le programme a été interrompu par manque de financement du gouvernement fédéral. Cependant, à partir de ces 6 incubateurs et de l'activité des 2 réseaux qui articulent aujourd'hui les incubateurs universitaires - UNITRABALHO et Réseau Universitaire de ITCPs, 9 autres incubateurs et divers groupes de travail universitaires, inspirés par cette activité, sont apparus. Pour cela les deux réseaux ont contribué de façon décisive. Ils ont développé un

² L'expression « extensão » universitaire désigne des activités de formation continue universitaire développées par les universités brésiliennes qu'en général sont de courte durée. Le travail des incubateurs développent une nouvelle conception de « extensão » universitaire car il demande une plus longue haleine en termes du temps et de l'engagement de l'université auprès des groupes accompagnés.

ensemble d'activités interuniversitaires pour promouvoir l'échange d'expériences, la discussion de méthodologies, la formation d'équipes, la construction de partenariats et la quête de financements conjoints, ces derniers ayant des impacts importants pour la diffusion et la consolidation des expériences en route.

Face au succès de la première édition du PRONINC, au deuxième trimestre de 2003, le Ministère du Travail et de l'Emploi, à travers le secrétariat Nationale de l'Economie Solidaire, qui venait d'être créé, le Ministère du Développement Sociale, la FINEP³, la FBB – Fondation de la Banque du Brésil, la Banque du Brésil et le COEP – Comité d'institutions de combat contre la faim et pour la vie – ont décidé de remettre le programme en route. Récemment les Ministères de la Santé et de l'Education ont pris place au sein du Comité Gestionnaire du PRONINC, et 40 incubateurs reçoivent actuellement un financement par le biais du programme.

Carte des incubateurs appuyés par le PRONINC



Source : « Programme d'accompagnement du PRONINC », FASE, 2007

La croissance des incubateurs au Brésil, est donc liée à la dynamisation des pratiques d'économie solidaire et à l'implication du gouvernement brésilien dans l'appui aux universités dans leurs démarches de création d'incubateurs.

2) Le cas de l'Incubateur de l'UFRPE

2.1 - L'historique de l'expérience

L'incubateur de l'UFRPE a été créé au sein du Département d'Education de l'université en 1989, suite à un accord de coopération entre l'UFRPE et l'Université de Sherbrooke au Canada et il fut, depuis sa création, rattaché au Programme d'Associationnisme pour l'Enseignement, la

³ Organisme du Ministère de la Science et la Technologie qui finance la recherche à l'exemple du CNRS

Recherche et la « extensão » - PAPE. Les premiers débats pour la création de l'incubateur à l'UFRPE ont commencé en 1996. Ces débats sont originaires de projets d'intervention des étudiants en cours de troisième cycle, des rapports que le programme établissait avec le monde associatif et aussi à partir des échanges avec l'incubateur de l'université de Rio de Janeiro. Après tout une série de débats au sein de plusieurs forums à l'université, le projet a été finalement officialisé par la décision n° 350/97 du Conseil Universitaire datant du 18 novembre 1997. Cependant l'inauguration de l'incubateur arrivera qu'un an et demi plus tard, le 27 mai 1999.

Au cours de presque 10 ans d'existence, l'INCUBACOO est passé par trois phases si l'on analyse en fonction de la méthodologie développée. Même si l'historique de l'expérience n'est pas le but principal de cet article, nous citons les trois phases :

- Phase 1 (1999 à 2001) – Démarrage et inauguration de l'incubateur
- Phase 2 (2001 à 2003) : Changement de la coordination et éloignement du choix initial en termes de l'exclusivité de l'appui aux groupes populaires.
- Phase 3 (2003 à nos jours) : Nouveau changement de la coordination et reprise des principes originaux avec forte transformation méthodologique.

A la rubrique suivante, nous allons présenter la méthodologie de l'incubateur à partir de son projet politico-pédagogique. Cela sera fait à partir de l'analyse des changements méthodologiques qui ont été mis en place pendant les quatre dernières années.

2.2 – La Méthodologie

2.2.1 – A propos du projet politico pédagogique

Aujourd'hui, les sociétés modernes vivent à l'époque de la "culture du projet" qui amène dans notre quotidien des conduites d'anticipation pour prévoir et exploiter l'avenir. Cette influence sur l'avenir à partir de nos adaptations quotidiennes n'a de sens que si le domaine que nous essayons de développer sur les différents espaces et réalités a pour fonction d'améliorer les conditions de vie de l'être humain. Dans une grande partie des institutions qui interviennent auprès des initiatives d'économie solidaire, cette culture est encore plus forte. Ainsi, dans cette perspective, en analysant le quotidien de l'incubateur, nous sommes partis de l'idée qu'il y avait un projet politico-pédagogique, (PPP) même si cela n'était pas tout à fait explicite et si chaque membre n'en étaient pas conscient.

Le mot projet est originaire du latin "*projectu*, participe passé du verbe *projecere*, qui signifie lancer en avant" [Veiga, 2001, p.12]. Dans la définition d'Alvarez (1998) le projet représente le lien entre le présent et le futur, et surtout, il est la marque de passage du présent vers le futur. Pour Fagundes (1999), le projet est une activité naturelle et intentionnelle que l'être humain utilise pour chercher des solutions aux problèmes qui surgissent dans son entourage et pour

construire de nouvelles connaissances. Dans le monde contemporain, le projet est le moteur du dynamisme, et, de plus en plus, le point de départ des mouvements d'action et de transformation. C'est surtout et avant tout un outil permettant de prévoir et de maîtriser autant que faire ce peut l'avenir dans un but de performance et d'efficacité.

Le terme projet politico-pédagogique, normalement utilisé par les professionnels de l'éducation en référence directe avec le quotidien des écoles, s'adapte très bien au contexte des ITCP car le processus que ces derniers vivent dans la formation et l'accompagnement des coopératives populaires est éminemment politique et pédagogique. Ces deux dimensions, intrinsèquement liées, se traduisent dans la pratique par un *“instrument théorico-méthodologique qui vise à aider à surmonter les défis quotidiens de l'école, de façon réfléchie, consciente, systématisée, organique et, ce qui est essentiel, participative. C'est une méthodologie de travail qui permet une nouvelle signification de l'action de tous les agents de l'institution.”*⁴ [Vasconcelos, 1995, p.43]

Ainsi, le projet pédagogique possède deux dimensions comme l'expliquent André (2001) et Veiga (2001) : la politique et la pédagogique. Les auteurs, qui analysent le quotidien des écoles affirment qu'il est politique *“dans le sens d'engagement avec la formation d'un citoyen pour un type déterminé de société”* [André, 2001, p. 189] et il est pédagogique parce qu'il offre la possibilité de la réalisation de l'intentionnalité de l'école, ce qui est la formation d'un citoyen participatif, responsable, engagé, critique et créatif. Dans le contexte d'une analyse éducative, la dimension pédagogique est celle qui définit les actions éducatives de l'école et elle a pour but la concrétisation de ses propos et de son intentionnalité [Veiga, 2001 p.12] Ainsi, *“la dimension politique se concrétise dans la mesure où elle se réalise en tant que pratique spécifiquement pédagogique”* (p.13).

Et comment pouvons-nous essayer de définir ces deux dimensions dans l'analyse du cas de l'INCUBACOO ? Dans un premier temps, si nous prenons la définition de la dimension politique d'André (2001), il est facile de constater qu'elle s'adapte parfaitement au cas de l'incubateur, c'est-à-dire, la formation du citoyen et la construction d'un nouveau modèle de société. Le projet pédagogique de l'INCUBACOO met en évidence différentes axes politiques : a) la construction d'une autre économie, différente de l'économie de marché ; b) l'articulation avec les mouvements sociaux dans le processus de construction de savoirs ; c) le débat avec les gestionnaires publiques par rapport à la mise en place de politiques publiques d'économie solidaire ; d) l'appui à l'organisation des initiatives d'économie solidaire ; e) la formation des étudiants avec un nouveau profil professionnel, tourné vers la construction d'un nouveau paradigme social et économique ; f)

⁴ L'auteur définit le projet politico-pédagogique pour les écoles, mais la définition s'adapte très bien au travail des ITCP

l'option de démocratiser les savoirs produits à l'intérieur de l'université ; g) la responsabilité d'être un laboratoire vivant d'interface entre l'enseignement, la recherche et la « extensão », entre autres.

C'est la dimension pédagogique de l'incubateur que lui permet de développer des stratégies autour de la formation pour l'entrepreneuriat d'une façon plus collective, avec des impacts conséquents sur la subjectivité des membres en ce que concerne la formation pour la citoyenneté. Cependant, en plus du travail réalisé auprès des groupes accompagnés, la dimension pédagogique du travail de l'incubateur se présente encore dans : a) la contribution pour le développement durable à travers le dialogue de savoirs scientifiques et traditionnels ; b) le processus d'éducation écologique auprès de la population des villages où se trouvent les groupes ; c) le travail développé auprès des familles des membres des groupes accompagnés en ayant le focus sur les thématiques de santé et de sécurité alimentaire ; d) le développement d'un processus de récupération de mémoire culturelle des groupes accompagnés en ce qui concerne les pratiques alimentaires, les procédures curatives, les pratiques de production, la tradition et les coutumes ; e) le développement d'actions tournées vers l'élévation du niveau de scolarisation des membres des groupes accompagnés et son entourage proche ; f) la stimulation à l'engagement des jeunes dans des pratiques innovatrices permettant la (re)construction d'une identité sociale, culturelle et productive qui puisse être pérennisée pour les nouvelles générations ; g) le rôle formatif auprès des étudiants de l'université dans leurs différents domaines de formation ; h) la publication de travaux scientifiques, entre autres.

2.2.2 – Les conceptions qui orientent l'action

Les conceptions qui orientent les actions d'un incubateur sont le noyau dur de son projet politico pédagogique car elles indiquent la direction de tous les autres aspects du projet. D'une certaine façon, le travail de l'incubateur est une option politique d'un groupe de professeurs, techniciens et étudiants de l'université. Lors de la création d'un nouvel incubateur au sein d'une université, les conditions rencontrées au démarrage ne sont pas très favorables. Et ceci car la tradition de travailler dans la recherche appliquée est tellement présente que travailler avec la « extensão » universitaire est presque honteux pour les professeurs qui choisissent cette option.

Le travail est donc conçu dans la perspective de chercher une réponse à la question suivante: Quelles conceptions d'économie, de société, de citoyenneté et quel paradigme de science orientent nos actions et à partir de celles-ci, comment dessinons-nous les projets et les activités de recherche, d'enseignement et de « extensão » dans le projet d'université que nous voulons construire ?

L'INCUBACOOOP a choisi l'option politique de travailler à côté des 1.697.496 brésiliens et brésiliennes qui, jusqu'à présent⁵, ont été identifiés dans la cartographie de l'économie solidaire faite par le Ministère du Travail et l'Emploi au Brésil. Cette option implique la révision du concept

⁵ Nous utilisons l'expression "jusqu'à présent" car le travail réalisé par la cartographie n'est pas un recensement mais un échantillon de l'univers des initiatives d'économie solidaire au Brésil. Pour plus d'informations, consulter le site : <http://www.mte.gov.br/ecosolidaria/sies>

de science qui traditionnellement guide le travail universitaire et qui croit que la simple ‘offre de savoir’ amène au développement social. Cela veut dire encore que les professeurs et étudiants participant à l’équipe de l’incubateur doivent se poser de façon journalière le défi de discuter l’innovation technologique adaptée aux besoins des initiatives de l’économie solidaire.

Mais de quelle innovation technologique parle-t-on ? Les technologies ne sont pas de simples instruments neutres, absents de sens politique, mais des constructions sociales qui possèdent des caractéristiques influencées par les valeurs et les intérêts présents du contexte dans lequel elles se produisent. En exaltant ou rejetant en bloc la production de connaissances scientifiques et les technologies (alliées versus ennemies), on ignore un aspect crucial : les valeurs sociales et les intérêts des parties prenantes qui sont internes aux technologies produites. C’est à partir de cette problématique que les ITCs et d’autres acteurs sociaux qui appuient les groupes économiques solidaires ont développé le concept de technologie sociale (TS), ici compris comme l’ensemble de produits, techniques et/ou méthodologies (ré)applicables, développés dans l’interaction avec la communauté qui représentent des solutions effectives de transformation sociale. La technologie sociale, dans son plan conceptuel, exprime une conception d’intervention sociale qui est inclusive dans tout son parcours ; une façon participative de produire le savoir et, par conséquent, de concevoir la science et la technologie. D’un autre côté, dans son plan matériel, la TS se développe et se multiplie en accord avec les possibilités et limitations de chaque communauté, tout en restant appliquée à la construction de solutions pour les questions sociales les plus variées.

Pour que l’inclusion sociale se concrétise, il est donc nécessaire que nous cherchions à la comprendre à partir d’une focalisation technologique. Ce focus permettra la compréhension du mouvement d’incorporation des valeurs et des intérêts des systèmes socio-économiques dans la production de technologies et encore la constatation que la production traditionnelle de technologie est presque toujours génératrice d’exclusion sociale. Il permettra encore la compréhension qu’une technologie qui incorpore, dès sa conception, les valeurs et les pratiques démocratiques, qui engage les acteurs intéressés, et donc que celle-ci pourra promouvoir de l’inclusion.

Evidemment, le choix des technologies sociales dans le projet politico-pédagogique de l’incubateur est en liaison avec les options politiques faites. Cela semble être évident lorsque nous analysons les conceptions que ce dernier a de la société, du citoyen et de l’économie entre autres, qui modèlent un paradigme déterminé et à partir duquel les incubateurs font leurs choix méthodologiques. Nous essayerons donc de faire un petit résumé de ces conceptions au sein du projet politico-pédagogique de l’INCUBACOOOP.

Une brève réflexion critique sur la société brésilienne peut nous aider à mettre en relief la conception de société présente au sein de l’INCUBACOOOP. Le projet de l’INCUBACOOOP propose, à travers l’insertion sociale des travailleurs exclus, des stratégies permettant la diminution

de l'apartheid sociale présente dans la société brésilienne dont elle transforme les 2 sphères : économique et sociale. La société que les incubateurs veulent construire est une société au sein de laquelle un effort collectif doit être fait pour diminuer, voire même supprimer, la séparation entre l'économique et le social. Une société qui s'occupe du bien-être de ses membres, par la création d'une économie plus solidaire, « qui ne soit pas dépendante des performances de l'économie marchande, perçue comme participant de la création de richesses et d'une répartition plus équitable de celles-ci, tout en générant des articulations entre pôles qui ne s'appuient pas sur les dépendances inhérentes à l'économie domestique mais partent d'un engagement volontaire dans l'espace public, autour d'enjeux liés à la vie quotidienne. » [Laville, 1999, p. 177]

Cependant il existe un autre groupe de caractéristiques qui sont aussi présentes dans le projet politico-pédagogique de l'INCUBACOOOP et qui concerne les rapports sociaux possibles d'être établis par les membres des groupes accompagnés et leurs entourages plus proche : famille, voisinage, village, entre autres. Dans ce groupe de compétences à développer nous trouvons aussi les luttes d'organisation des travailleurs de l'économie solidaire et les débats qu'ils mènent auprès de l'Etat dans la consolidation de politiques publiques d'économie solidaire. Notre intervention cherche donc à contribuer à l'amélioration des conditions d'insertion sociale liées aux différentes sphères de la vie, c'est-à-dire, économique, éducative, familiale, etc. Cela mène nos stratégies au-delà de l'entreprise / initiative elle-même, car celles-ci doivent tenir compte de leur entourage et de leur communauté, dans une perspective de développement durable.

Le projet politico-pédagogique s'inquiète encore de l'insertion économique des familles participantes aux groupes accompagnés. Le but principal est donc le développement de stratégies d'éducation pour la coopération économique de façon combinée avec les stratégies de production. Ces stratégies doivent être caractérisées comme stimulatrices des initiatives d'économie solidaire dont le concept utilisé par l'incubateur se rapproche de celui de França Filho et Laville (2005) qui affirme que l'économie solidaire est « une économie plurielle basée dans l'hybridation des principes économiques de la domesticité, la réciprocité, la redistribution et le marché qui réconcilie l'économique et le social et se meut à partir d'une impulsion de réciprocité entre individus et se met en place dans la société à travers des espaces publics autonomes ».

La perspective est que les familles, à partir d'un travail construit au quotidien, puissent être des agents de développement durable, tissant et nourrissant des réseaux économiques de consommation, production et commercialisation, dont le principe est la réciprocité entre individus et groupes qui participent à ces échanges. Ainsi, les expériences d'associationnisme économique telles que les 'clubes de troca'⁶, les groupes de consommation consciente, l'organisation de marchés de proximité, entre autres, sont stimulés en tant que moteurs de développement des groupes.

⁶ Les clubes de troca au Brésil sont des expériences qui ressemblent aux SEL français

2.2.3 – La méthodologie

Le projet de l'INCUBACOOOP a comme référence les processus pédagogiques de construction du savoir à partir de la valorisation des savoirs des participants en tant que sujet de leur propre développement et propriétaire de connaissances et de savoirs-faires. La méthodologie prévoit donc que l'appui aux groupes est fait en deux étapes : la pré-incubation et l'incubation.

La pré-incubation est la première étape. Nous prenons contact avec le groupe et nous réalisons un diagnostic participatif à fin de construire avec le groupe une proposition de travail qui sera mise en place dans la deuxième étape.

La pré-incubation, dans les deux premières phases de l'incubateur (1999 – 2004), durait 4 mois et comprenait le processus dont l'incubateur développait avec les groupes le diagnostic de leurs besoins et la réalisation de 3 ateliers : 1) initiation à la coopération économique ; 2) Etude de faisabilité de l'affaire ; 3) Formalisation et légalisation du groupe. A la fin de cette étape, les informations étaient systématisées pour être utilisées plus tard comme référence pour la planification de la deuxième étape.

Cependant, à l'époque, notre processus s'appuyait davantage sur les principes de l'économie sociale et, à la différence d'aujourd'hui, avait comme axe principal les dimensions économiques et organisationnelles des Entreprises d'Economie Solidaire (EES).

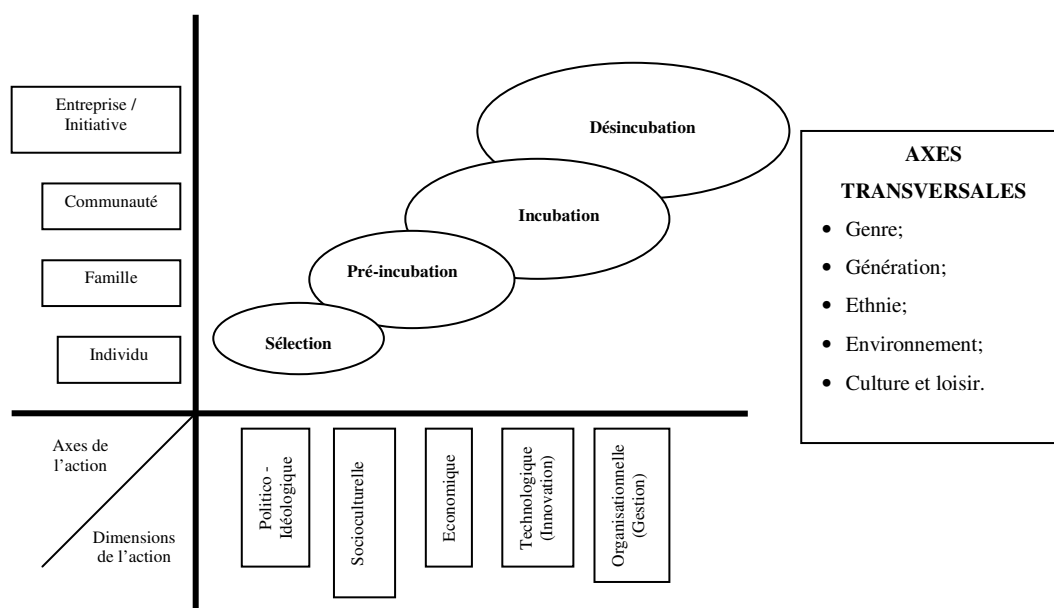
La réflexion sur le travail développé a amené l'INCUBACOOOP au changement du modelage de cette étape du processus. Les principales raisons de ces changements ont été :

- La perception sur la sélection des groupes au processus d'incubation – la vraie sélection avait toujours lieu lors de la pré-incubation ;
- La nécessité d'inclure d'autres dimensions des EES (en plus de l'économique et l'organisationnelle) dans le travail d'incubation de façon plus systématique ;
- La perception sur le processus de formalisation et légalisation – les groupes n'étaient pas toujours prêts et parfois l'atelier de formalisation dans les 4 premiers mois signifiait une 'chemise de force' pour les groupes, principalement car la formalisation était une condition pour la continuité du processus ;
- Les groupes n'étaient pas toujours viables d'un point de vue économique dans les 4 premiers mois du travail ;
- La consolidation du champ de l'économie solidaire au Brésil nous a amené à inclure d'autres dimensions dans le processus (politique, socio culturelle et technologique), aussi bien qu'une préoccupation plus large avec l'entourage de l'initiative (focus dans le développement durable) ;
- L'inclusion de la thématique du développement durable et d'une dynamique de réseau entre les groupes en tant que principes de travail.

Il y a donc 4 ans que ces changements ont été mis en place mais l'incubateur est toujours en phase de validation de la nouvelle méthodologie. Une autre modification importante faite dans la méthodologie a été le choix pour l'appui aux groupes liés à deux filières : l'agriculture familiale et le recyclage de résidus solides. Cela car l'incubateur a décidé de se spécialiser dans ces deux branches en fonction des professeurs qui étaient dans l'équipe et qui pouvaient mieux orienter les stratégies des groupes.

Dans la nouvelle méthodologie, la pré-incubation a pris une tournure plus libre et ses nouveaux objectifs, en plus de la réalisation du diagnostique participatif, étaient d'établir des liens plus profonds avec les groupes, l'approfondissement des connaissances réciproques (incubateur et groupes) et la réalisation de petites interventions soit en forme de formation, soit en forme de suggestions de changement dans le travail du groupe (dans n'importe quelle dimension) qui puissent produire des résultats dans une courte période de temps pour rapprocher l'incubateur des groupes.

Ensuite nous présentons le nouveau schéma du processus d'incubation, qui met en évidence quelques-unes des modifications réalisées, tout en gardant les aspects absorbés de l'ancienne méthodologie :



Un regard sur le schéma nous amène à quelques réflexions. La première parmi celles-ci est son format en spirale, dont le sens se trouve dans le processus de développement des groupes pendant chacune des étapes. La nouvelle méthodologie prévoit l'orientation à partir des 5 dimensions (politico-idéologique, économique, socioculturelle, technologique et organisationnelle), mais aussi à partir des axes de l'individu, la famille, la communauté et l'entreprise. La différence fondamentale existante avec la méthodologie antérieure c'est l'insertion des 5 dimensions et des différents axes de travail.

Une question importante est celle du changement dans la conception de la pré-incubation car dans la nouvelle méthodologie elle assume une tournure de finalisation de la sélection des groupes. C'est-à-dire qu'au moment de la sélection l'incubateur prend une plus grande quantité de groupes que le numéro de places disponibles pour en finir la sélection pendant la période de pré-incubation, à partir d'indicateurs construits pour chacune des dimensions mentionnées et ensuite l'incubateur prend la décision sur les groupes qui continuent pour l'étape suivante. Une autre modification introduite dans l'étape de la pré-incubation est la mise en place de stratégies qui provoquent des impacts immédiats sur le quotidien des groupes accompagnés, dans le but de l'établissement d'un rapport plus profond avec ceux-ci et aussi de l'établissement de liens de réciprocité entre eux et l'incubateur.

C'est à partir de l'application de différentes méthodologies que l'incubateur met en place le diagnostique participatif (pré-incubation) et aussi l'établissement du plan de travail pour l'étape postérieure (incubation), tout en prenant en compte les aspects identifiés dans le groupe en ce qui concerne les différentes dimensions et axes d'action. Pour chaque type de groupe (agriculture familiale ou recyclage de résidus) l'incubateur a produit un ensemble d'indicateurs d'accompagnement et d'évaluation qui sont utilisés pendant les deux étapes du processus, c'est-à-dire, la pré-incubation et l'incubation.

Une fois la première étape finie, l'incubateur produit un plan de travail de façon participative avec les groupes pour la deuxième étape. Celui-ci est exclusif à chaque groupe, c'est-à-dire que chaque processus d'incubation est différent, car adapté aux besoins de chaque groupe. A titre d'exemple, l'annexe 1 de cet article démontre quelques indicateurs d'accompagnement et d'évaluation en cours de validation dans la nouvelle méthodologie mise en place. Ces indicateurs sont utilisés dans la pré-incubation et dans l'incubation et ils servent, dans la première étape à la réalisation du diagnostique et à la planification d'actions de courte durée, et dans la deuxième pour développer des actions de formation et accompagnement à partir des besoins du groupe. Les indicateurs ne sont pas fixes, car, à mesure que la nouvelle méthodologie est mise en place, les indicateurs peuvent être changés pour s'adapter aux innovations mise en place dans le processus. La méthodologie d'incubation a donc un mouvement dialectique d'aller-retour à la réalité et la production et reproduction de connaissances est fait à partir d'une révision constante dans le processus méthodologique.

Cette perspective est la même développée dans la deuxième étape. Le processus d'accompagnement (coaching) hebdomadaire est le point le plus important de la méthodologie de la seconde étape. C'est à travers l'accompagnement que l'incubateur peut identifier les vrais besoins des groupes pour pouvoir planifier les formations nécessaires dans chacune des dimensions ou axes d'action.

Conclusion

Malgré le fait que l'université soit caractérisée comme une institution compromise avec l'universelle, avec l'avenir, dans un pays comme le Brésil, le compromis avec le présent prend des tournures encore plus importantes. Dans une société dont la qualité de vie s'appuie sur des configurations si complexes de connaissances, la légitimité de l'université sera accomplie lorsque les activités dites de « extensão » seront plus nombreuses et pourront faire partie intégrante des activités de recherche et d'enseignement.

Il est donc nécessaire de reprendre l'indissociabilité entre la recherche, l'enseignement et la « extensão » telle que cela fut prévu dans la loi générale des universités brésiliennes. En ce qui concerne l'enseignement, l'indissociabilité avec la « extensão » amène vers la substitution du paradigme de l'instruction dans les tournures traditionnelles, en créant chez les étudiants un comportement d'investigation (apprendre à apprendre). L'adoption de ce processus implique nécessairement la recherche et la « extensão », car il comprend l'apprentissage du dialogue et de l'intervention dans la réalité pour (re)construire le savoir, au lieu de la transmission ou la copie à l'ancienne. Ce choix amène à l'abandon de la perspective dont la formation des étudiants se résume aux connaissances techniques dans le sens traditionnel, car la recherche se transforme en outil de compréhension et la « extensão » d'intervention. Pour ce processus, il est nécessaire un nouveau profil d'éducateur, plus dédié à la recherche-action et plus sensible aux problèmes sociaux ; une nouvelle organisation des différents niveaux de formation universitaire qui soit plus flexible et qui priorise à la fois un rapprochement de la réalité sociale et en même temps l'établissement d'un vrai processus de formation et non seulement d'information qui puisse mieux articuler la théorie et la pratique.

L'indissociabilité doit être aussi observée en rapport avec la production du savoir. Si l'on considère la caractéristique « offertiste » de la science, qui engendre la majorité des modèles de production scientifique et technologique qui croient que la simple offre du savoir amène au développement social, le défi pour un pays comme le Brésil est d'associer la qualité du travail scientifique à la question de la pertinence sociale, ce que semble faire les incubateurs dans le quotidien de leur travail.

Il est aussi important que les universités puissent offrir leurs services à des couches de la population qui n'ont jamais eu d'accès à l'université. Pour que l'inclusion sociale puisse se concrétiser, il est nécessaire de la comprendre à partir d'un regard technologique. C'est à partir de ce regard que l'on peut apercevoir comment la technologie (traditionnelle) incorpore des valeurs et des intérêts et de comment la technologie sociale qui implique les acteurs sociaux dans sa production peut amener à l'inclusion.

Ce n'est pas suffisant d'avoir de l'éthique dans la production et usage du savoir. Ce n'est pas l'appropriation et l'adaptation des technologies existantes qui pourront réduire les inégalités sociales. Le grand défi des ITCP est de développer des technologies qui puissent incorporer, de la conception à l'application, une intentionnalité d'inclusion sociale et de développement durable. C'est ainsi que nous pourrions donc dire que l'université a réellement accompli son rôle dans la construction de l'économie solidaire.

Dans cette perspective, nous réaffirmons ce que dit Souza Santos (1997) « dans une société désenchantée, le « ré-enchantement » de l'université peut être une des voies pour symboliser l'avenir. La vie universitaire quotidienne a une forte composante ludique qui favorise la transgression symbolique de ce qui existe, et elle est rationnelle parce qu'elle existe. De la transgression égalitaire à la création et à la satisfaction de besoins expressifs et à l'enseignement et à l'apprentissage conçus comme des pratiques écologiques, l'université organisera des fêtes du nouveau sens commun. Ces fêtes seront des configurations de la culture élitiste, de la culture populaire et de la culture de masse. Dans celles-ci, l'université jouera un rôle modeste, mais important, dans le « ré-enchantement » de la vie collective, sans lequel l'avenir n'est pas appétissant, même s'il est viable. »

BIBLIOGRAPHIE

- ALBERT, Philippe et al. (2003) – Incubateurs et pépinières d'entreprises: un panorama international, Paris, L'Harmattan
- ALLEN, David (1985) – Small Business Incubators and Enterprise development: Athen (OH), NBIA
- BRAGA, Ana Maria et al. (1997) – Universidade futurante: inovação entre as certezas do passado e incertezas do futuro. In: LEITE, Denise & MOROSINI, Marília (orgs.). *Universidade Futurante: Produção do Ensino e Inovação*. Campinas: Papirus, p. 21-37.
- DUBEUX, Ana Maria (2004) – Education, Travail e Economie Solidaire: le cas des Incubateurs Technologiques de Cooperatives Populaires au Bresil. Tese de doutorado. Paris, Universidade de Paris I – Panthéon – Sorbonne.
- FIGUEIREDO, Haydée et al. (2000) – Articulando pesquisa e extensão: buscando o diálogo entre a escola básica e a universidade, *Revista Participação*, v. 4, n° 7, p. 43-46, Jul. Brasília.
- FÓRUM NACIONAL DE PRO-REITORES DE EXTENSÃO DAS UNIVERSIDADES PÚBLICAS BRASILEIRAS (1-3:1987-1989). (1990) - Documentos Finais, Florianópolis, Ed. da UFSC.
- FURTADO, Celso. Transformação e crise na economia mundial. SP, Paz e Terra, 1987.
- FURTADO, Marco Antonio T. (1998) – Fugindo do Quintal – Empreendedores e incubadoras de empresas de base tecnológica no Brasil, Brasília, SEBRAE
- KWASAKI, Clarice Sumi (1997) – Universidades publicas e sociedade, São Paulo, Revista da Faculdade de Educação, v. 23, n° 1-2, jan/dez
- LAVILLE, Jean-Louis (1994) – L'économie solidaire: une perspective internationale, Paris, Desclée de Brouwer.
- _____ (2000) – Le tiers secteur: un objet d'étude pour la sociologie économique, *Revue Sociologie du Travail*, n°4, vol. 42, p. 531-550 – Paris : Editions Elsevier.
- _____ (1997) – Vers l'économie plurielle, Paris, Syros.

- _____ (1999) – Une troisième voie pour le travail, Paris, Desclée de Brouwer.
- LAVILLE, Jean-Louis & CHANIAL, Philippe (2002) – L'économie solidaire: une question politique, *Revue Mouvements*, n° 19, janvier-février, p. 11 – 20, Paris, La découverte.
- LAVILLE, Jean-Louis & LALLEMENT, Michel (2000) – Introduction, *Revue Sociologie du Travail*, n°4, vol. 42, p. 531-550, Paris, Editions Elsevier.
- LIMA SOUZA, Ana Luiza (2000) – A história da Extensão Universitária, Campinas, Editora Alinea.
- MEDEIROS, J. A & MEDEIROS, L. A. (1993) - A Incubadora Tecnológica: guia do empreendedor, S. Paulo, SEBRAE/SP.
- MEDEIROS, J. A. et al. (1992) – Pólos, parques e incubadoras: a busca da modernização e competitividade, Brasília, CNPq/IBICT/SENAI.
- MEDEIROS, J.A. (1995) – Incubadoras brasileiras: avaliação e ajuste, *TECBAHIA, Revista Bahiana de Tecnologia*, vol.10, n. 1, Camaçari.
- MELO NETO, Francisco (2001) – Extensão Universitária: uma análise crítica, João Pessoa, Ed. Universitária / UFPB.
- MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E DA CULTURA – Plano Nacional de Extensão das Universidades Públicas Brasileiras (1999/2001) – Référence trouvée sur le site internet du MEC (<http://www.mec.gov.br/Sesu/planonaex.shtm>) en 10/09/2003.
- MTE, SENAES (2006) – Atlas da Economia Solidária no Brasil. Brasília.
- SANCHEZ, Fábio José Bechara & KRUPPA, Sonia Maria Portella (2002) (dir) – Méthodologies d'incubation: un premier essai de systématisation. Document interne du réseau universitaire des Incubateurs Technologiques de Coopératives Populaires, São Paulo.
- SOUZA SANTOS, Boaventura de (1997) - Pela mão de Alice. O social e o político na pós-modernidade, São Paulo, Cortez.
- SPOLIDORO, R. (1996) – *As incubadoras na sociedade do conhecimento*. IN: TECBAHIA, Revista Bahiana de Tecnologia. Vol. 11, n. 1, Camaçari.
- THIOLLENT, Michel et al. (2000) – Metodologia e experiências em projetos de extensão, Nitéroï, EdUFF.
- VALOIS, Ovídio (2000) – A extensão universitária no Brasil: Um resgate histórico. Organisation de Marta Vieira Cruz et Maria Elisa da Cruz – São Cristóvão, Editora UFS, Fundação Oviêdo Teixeira.

ANNEXE 1

Exemple d'indicateurs utilisés pour les groupes d'agriculture familiale

DIMENSION	Agriculture Familiale
POLITICO-IDEOLOGIQUE	<ul style="list-style-type: none"> • Participation dans d'autres associations et/ou coopératives • Participation dans d'autres organisations, mouvements sociaux, actions, événements liés au développement politique de l'économie solidaire; • Perception sur l'identité paysanne; • Importance de l'organisation du groupe en coopérative ou association; • Stratégies participatives utilisées pour la prise de décisions; • Participation des membres du groupe dans la prise de décision et dans l'exécution des actions; • Rapport du groupe avec la communauté qui l'entoure; • Capacité d'articulation / partenariats (avec des groupes, des organismes, des institutions, des acteurs sociaux, etc.) • Sens d'appartenance au groupe; • Reconnaissance des droits et des devoirs dans le groupe; • Ensemble de valeurs (respect, solidarité, égalité, justice); • Planification pour la coopération et solidarité avec d'autres groupes et des organisations dans la même filière; • Participation dans les instances politiques et çao em instâncias políticas e deliberativas; • Perception de la communauté par rapport à l'initiative de l'entreprise;
SOCIO-CULTURELLE	<ul style="list-style-type: none"> • Scolarité; • Expériences antérieures dans l'administration d'initiatives économiques et/ou en tant que prestataires de services; • Expériences dans d'autres régions ou villes dans la même filière; • Existence d'équipements publics dans la communauté (santé, école, crèches, etc.); • Existence d'infrastructure basique de services de téléphonie, énergie, eau courante et systèmes d'évacuation des eaux usées; • Projets sociaux existants dans la communauté; • Participação do grupo em projetos sociais; • Proportion et rapports homme / femme; • Membres qui résident dans la communauté et ceux qui habitent dans une autre communauté ; • Difficultés journalières et stratégies pour les surmonter; • Pratiques culturelles plus courantes.
ECONOMICO-PRODUCTIVE	<ul style="list-style-type: none"> • Principales difficultés pour survivre à partir de l'initiative collective démarrée ; • Raisons et motivations pour le démarrage de l'activité; • Problèmes existants dans la production et commercialisation et éventuelles solutions; • Activités économiques présentes dans la même filière dans la communauté ou dans l'entourage proche ; • Revenus moyen par tête du groupe; • Expectatives futures de revenu; • Certitude par rapport à l'option de l'initiative pour tous les membres du groupe; • Expectative de consolidation de l'initiative; • Expérience antérieure dans l'activité; • Besoins matérielles et financières; • Forme d'organisation des cotisations entre les membres; • Stratégies pour l'utilisation du capital disponible dans le groupe; • Connaissances dans la filière dont l'initiative démarre; • Transparence et organisation dans le partage du profit de l'initiative; • Formulaire de contrôle utilisés (productivité, coûts de production, et d'autres indicateurs); • Connaissances sur le calcul des coûts de production (coût fixe, coût variable); • Connaissances sur les financements existants dans les banques ou ailleurs pour ce genre d'initiative; • Formes de coopération dans l'organisation du groupe pour la production et la commercialisation ; • Principaux cultives, pratiques agricoles du groupe, contrôle d'invasions, infrastructure de production et de stockage, main d'œuvre, récolte, post-récolte, destination de la production – marché et autoconsommation, facilités et difficultés avec le marché. • Principaux élevages, Pratiques utilisées pour manier les animaux (reproduction, nutrition...), Qualité génétique des animaux, Objectifs de la production (lait, viande, marché, consommation...), Contrôles sanitaires mis en place, organisation de la main d'œuvre, infrastructure (étables, silos...), Destination de la production – marché et consommation familiale, Facilités e difficultés du modèle mis en place.

TECHNOLOGIQUE	<ul style="list-style-type: none"> • Techniques de production adoptées et possibles adéquations; • Les difficultés dans les techniques utilisées; • Difficultés technologiques dans l'élevage et le cultivate ; • Création de techniques pour le perfectionnement de la production; • Les innovations technologiques ; • Incorporation des technologies apprises avec d'autres paysans; • Existence et ou besoin d'équipements; • Besoin de formation pour l'utilisation d'équipements ou des nouvelles technologies; • Existence de programme de formation continue pour les membres du groupe; • Qualification technique / professionnelle pour les membres du groupe dans l'exercice de son activité professionnelle;
ORGANISATIONNELLE	<ul style="list-style-type: none"> • Répartition des tâches; • Formulaires d'enregistrement de la production; • Capacité de planifier des actions futures; • Organisation des routines de travail; • Investissement dans la formation des membres du groupe; • Accomplissement des accords et participation aux activités promues par l'incubateur; • Stratégie de communication interne externe; • Capacité d'organisation du groupe; • Réalisation de réunions pour la prise de décision; • Gestion démocratique de l'initiative (exercice de l'autorité, partage d'informations, surveillance des responsabilités, etc.); • Composition initiale et actuelle ; • Participation de l'ensemble du groupe aux réunions proposées ; • Rotation des membres ; • Rotation des postes électifs ; • Menaces à l'entreprise ; • Quantités d'heures dédiées à l'entreprise par leurs membres ; • Formalisation / Présence de règles.